

15ème législature

Question N° : 43190	De M. David Habib (Socialistes et apparentés - Pyrénées-Atlantiques)	Question écrite
Ministère interrogé > Agriculture et alimentation		Ministère attributaire > Agriculture et souveraineté alimentaire
Rubrique >élevage	Tête d'analyse >Déblocage des aides à la filière porcine	Analyse > Déblocage des aides à la filière porcine.
Question publiée au JO le : 21/12/2021 Date de changement d'attribution : 21/05/2022 Question retirée le : 21/06/2022 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. David Habib attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation sur la situation de la filière porcine en France. Actuellement se pose le problème d'une surproduction européenne pour la filière porcine. En effet, sur 12 mois, au niveau de l'Union européenne, les abatages de porcs ont augmenté de 3,7 % en volume et de 2,9 % en têtes. Les éleveurs français ne sont pas responsables de la surproduction européenne mais, pourtant, ils subissent la dégringolade des cours du porc. Le prix moyen au cadran depuis le début de l'année est de de 1,367 euros/kg. Ce niveau de valorisation est beaucoup trop faible pour que les éleveurs puissent vivre dignement de leur métier. Il est même trop bas pour qu'ils puissent payer l'aliment qui ne cesse d'augmenter. En outre, les éleveurs font également face à l'augmentation du prix des matières premières. Le coût alimentaire a augmenté de 11 % par rapport à 2020. Cette hausse impacte le coût de production d'environ 5 % ; dans le même temps, les cours du porc continuent de décroître depuis l'été 2021. Ainsi, entre septembre 2020 et septembre 2021, les cotations ont perdu environ 6 %. Dans ce contexte, la hausse des prix de l'aliment ne peut pas être supportée par les éleveurs, qui ne peuvent malheureusement que constater les pertes. Ces derniers ne sont pas épargnés et n'en peuvent plus de ces crises à répétition. La loi Egalim ne change rien à la situation, les éleveurs restent la variable d'ajustement des prix. Aussi, il souhaiterait connaître les mesures que le Gouvernement compte mettre en œuvre afin mettre fin à cette situation.